

# ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE PUBLICS UNE MOBILISATION INÉDITE !

DEPUIS PRÈS DE QUATRE MOIS, ÉTUDIANTES ET PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE PUBLICS CONSTRUISSENT ENSEMBLE UN FRONT INÉDIT DE LUTTE PERMANENTE, ALLIANT GRÈVE ET MANIFESTATIONS, POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC.

CE SECTEUR EST l'un des laboratoires de la politique régressive du Gouvernement "Sarkozy" : à travers la loi LRU [1] votée à la sauvette durant l'été 2007, le "Pacte recherche" de 2006 et dans la droite ligne de la stratégie européenne de Lisbonne, il s'agit en fait d'asservir l'Enseignement supérieur et la Recherche publics aux intérêts économiques libéraux et de précariser leurs personnels. Le modèle de remplacement qui nous est imposé - transformation des Universités et des EPST [2] en PME concurrentes sur le marché des agences de moyens et des entreprises, précarisation de l'emploi public, culture du "résultat" et de la "performance" (i.e. soumission des

individus aux petits chefs), déreglementation des statuts, individualisation des carrières et des rémunérations, soumission des agents, déqualification des enseignements et des diplômes - constitue un non-sens pour l'efficacité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics, qui ont besoin de temps, d'indépendance et de coopération.

En réponse à la mobilisation, le pouvoir provoque et tente la diversion ! Fin janvier, Sarkozy s'évertue à ridiculiser le travail des chercheurs dans un discours dédaigneux qui fut l'une des gouttes d'eau qui a fait déborder le vase, tout en réitérant sa volonté de démanteler les EPST en les trans-

formant en agence de moyens au service du secteur marchand. Fin février, Péresse tient des propos méprisants envers les personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, de Service et de Santé (BIATOSS, ITA) : les catégories les plus basses verront leurs postes supprimés et leurs métiers externalisés ! Après avoir tenté d'ignorer la contestation, nos deux Ministères de tutelle tentent le "sauceionnage" des dossiers, les pseudos négociations et les annonces de report de calendrier, destinées à diviser et affaiblir le mouvement. Sans succès !

Il ne s'agit pas là uniquement de revendications sectorielles : Le Gouvernement s'obstine car il sait

pertinamment que tout est lié ! L'ensemble du Service public est concerné par la mise en oeuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP, ou le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la Fonction Publique d'Etat).

Continuer leurs "réformes", c'est détruire tous les Services publics, le droit du travail, la protection sociale, précariser l'ensemble de la population active, ainsi que les étudiants, afin de nous soumettre toutes et tous à l'insatiable soif de profits des actionnaires. Se cachant derrière la crise pour continuer leur entreprise de démolition, ils exécutent fidèlement le programme de guerre sociale initié par le MEDEF.

Face à ces attaques, une seule solution : la convergence des luttes !

Il faut s'inscrire dans la durée et, tous ensemble, faire céder ce Gouvernement et repartir sur de nouvelles bases.

La Connaissance, l'Enseignement, la Recherche ne sont pas des marchandises !

*Commission fédérale  
Enseignement Supérieur  
& Recherche*

[1] LRU > Loi sur la liberté et la responsabilité des universités

[2] EPST > Établissements Publics Scientifiques et Techniques, organismes de recherche comme le CNRS, l'INSERM, l'INRA...

## LE VASE DÉBORDE

APRÈS DES MOUVEMENTS récurrents depuis des années de contestation dans les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics, l'application concrète des nouvelles "réformes" et en particulier de la LRU (contre laquelle les étudiants s'étaient mobilisés fin 2007, sans soutien conséquent des personnels ni de leurs organisations syndicales), conjuguée aux nouvelles restrictions budgétaires et au mépris gouvernemental, a eu un effet de ras-le-bol qui touche aujourd'hui tous les secteurs et toutes les catégories, y compris celles qui se pensaient reconues et respectées.

Si nul ne peut présager des suites face aux tentatives de pourrissement du mouvement (jeu de la division, répression, radicalisation, chantage aux examens...), le clivage avec le Gouvernement sera durable.

Au niveau des établissements, la nouvelle "gouvernance" des universités s'annonce compromise et les Présidents qui s'accordaient à jouer les "courroies de transmission" du Ministère, moyennant une augmentation de leurs attributions et de leur traitement, auront du mal à maintenir leur position (comme à Paris 7 où un désaveu électoral a conduit à la démission du Président pro-Péresse).



## LA "MASTÉRISATION"

À UN RECRUTEMENT des enseignants des écoles, collèges et lycées par un concours national donnant droit à un poste de fonctionnaire rémunéré, elle vise à substituer un certificat d'aptitude à enseigner. Ceux qui auront un master mais auront échoué au concours seront le vivier de contractuels qui permettra de faire tourner la machine après le non remplacement du départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux. À terme, on peut imaginer que ces candidats à l'enseignement devront démarcher les établissements pour trouver un emploi.

La réforme allonge le temps passé à l'université avec le statut d'étudiant et supprime l'année de stage rémunérée ; cela réduit la formation professionnelle des enseignants et introduit une sélection par l'argent - les étudiants issus des familles modestes auront du mal à financer une année d'étude supplémentaire (minimum).

Sud éducation se prononce pour un recrutement national par concours au niveau d'études actuel, avec la reconnaissance au niveau master des deux années de préparation et de stage.

## UNE MOBILISATION MULTIFORME

LA LUTTE dans l'enseignement supérieur et la recherche est historique, non seulement par son ampleur - quasiment toutes les universités y ont participé sous une forme ou une autre - et sa durée - près de 4 mois ! - mais aussi par ses formes.

Après des coups de semonce, le 2 février, coup de poker, "l'université et la recherche s'arrêtent" : lancement de la grève reconductible avec comme préalable aux négociations le retrait des projets gouvernementaux. Contrairement aux recommandations de construire les mouvements progressivement, on met d'entrée la barre très haut : si la grève n'est pas totale partout et difficile à tenir sur plusieurs mois, le mouvement qui a été lancé continue.

Ce mouvement s'auto-organise dans les établissements et nationalement avec la mise en place de la Coordination nationale des universités, qui bénéficie d'une véritable reconnaissance dans le mouvement (via des consignes nationales - calen-

drier, idées d'actions - qui permettent une coordination de la lutte en respectant les contraintes locales), et prend progressivement des motions et actions fortes ; non reconnue par le Gouvernement, elle s'est cependant imposée comme un acteur majeur de la lutte, jusqu'à l'intersyndicale nationale.

Ce modèle autogestionnaire s'est reproduit dans les autres secteurs : IUFM, EPST... Ces différentes coordinations répondent clairement à un besoin de mobilisation, de réflexion et/ou d'actions spécifiques, mais on peut se demander si elles ont conduit à une extension du mouvement ou à un risque d'éparpillement.

Au côté de ces acteurs auto-organisés, on retrouve les "habités" : intersyndicale, Sauvons la Recherche (SLR), Sauvons l'Université (SLU).

Le mouvement s'est doté de formes d'action variées : au côté des traditionnelles grèves et manifestations, on a vu fleurir manifestations nocturnes, occupations, blocage (conseils, bâtiments, universités, voiries...), happenings

(freezing, die-in...), cours en extérieur, cérémonies (non remise de maquettes, fausse soutenance de thèse de Péresse...), rondes des obstinés, printemps des chaises et tables, démission des tâches administratives, non participation aux nouvelles agences de contrôle (ANR, AERES [1]), non remise des plans quadriennaux...

Des journées de la maternelle à l'université ont été organisées, en lien avec des comités de mobilisation locaux et des AG nationales. Mais le mouvement n'a été que modérément relayé de la maternelle au lycée, alors que la réforme de la formation des enseignants touche l'ensemble du secteur...

Cette inventivité a permis une présence dans l'espace public, et un contact facilité avec les collègues et la population ; autant de graines plantées pour l'avenir des luttes !

Voir > <http://universitesen-lutte.wordpress.com/>

[1] ANR : Agence Nationale de la Recherche ; AERES : Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

## NOS REVENDICATIONS

- 1 Retrait des projets/décrets sur le statut des enseignants-chercheurs et la formation-recrutement des enseignants ;
- 2 Restitution des postes sacrifiés au budget 2009 et création d'emplois statutaires par programmation pluriannuelle (par an, +1000 enseignants-chercheurs, +2000 BIATOSS), contre la précarité ;
- 3 Consolidation financière par l'État des Universités et des EPST, non au démantèlement des EPST ;
- 4 Revalorisation des carrières en commençant pas les catégories

les plus basses, contre l'individualisation des salaires et l'intéressement ;

5 Maintien du cadre national des diplômes ;

6 Création d'un véritable statut du doctorant, retrait du contrat doctoral avec salaire négocié ;

7 Refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'études.

Autrement dit, retrait de la loi LRU et du "Pacte recherche" ! Après plusieurs mois de lutte, nous n'avons obtenu que des avancées en trompe l'oeil - "gel" des sup-

pressions de postes pour 2010 et 2011 (à quand le dégel ?), statut des enseignants/chercheurs (EC) soumis à la dictature des Présidents/Patrons- assorties de pseudo-garanties (un EC pourra théoriquement refuser un changement imposé dans son service, tout comme les travailleurs de la grande distribution peuvent théoriquement refuser le travail du dimanche !), et surtout sans moyens associés !

**La Lutte continue !**

*Commission fédérale  
Enseignement Supérieur  
& Recherche*

